



LUXEMBOURG

Intervention de S.E. M. Jean-Marc Hoscheit
Ambassadeur, Chef de Délégation

10^e session de l'Assemblée des États Parties
au Statut de Rome de la Cour pénale internationale

New York, le 14 décembre 2011

Statement by H.E.Mr. Jean-Marc Hoscheit
Ambassador, Head of Delegation

10th session of the Assembly of States Parties
to the Rome Statute of the International Criminal Court

New York, December 14, 2011

Madame le Président,
Monsieur le Procureur,
Excellences,
Mesdames et Messieurs,

Ce sont les institutions qui donnent la durée et la continuité à l'action humaine, c'est elles qui permettent de rassembler et de concentrer les énergies autour des objectifs que nous nous donnons. Mais ce sont les hommes et les femmes qui dirigent et gèrent ces institutions qui les dotent d'un visage humain, qui impulsent une volonté, bref qui constituent ce qu'en français moderne on appelle le logiciel indispensable au fonctionnement des institutions que nous avons créés collectivement.

Ces derniers jours, nous avons pu prendre un certain nombre de décisions importantes qui auront certainement un impact significatif sur le devenir de cette institution dont le bon fonctionnement nous importe tant, la Cour pénale internationale :

- Nous avons tout d'abord pu assister à la transmission du témoin de S.E. l'Ambassadeur Christian Wenaweser, dont nous saluons avec appréciation l'œuvre accomplie à la tête de notre Assemblée, à notre nouvelle Présidente, l'Ambassadeur Tiina Intelman, dont nous connaissons les multiples talents et à laquelle nous souhaitons une main heureuse dans l'exercice de son difficile mandat.
- Nous avons ensuite désigné par acclamation le nouveau Procureur de la CPI, Madame Fatou Bensouda, qui nous a fait part de sa ferme intention d'exercer son mandat en toute indépendance et objectivité, en mettant au service de la Cour ses qualités de caractère et ses compétences. En cela, elle pourra se baser sur l'acquis fort qui a été construit, souvent contre vents et marées, par son prédécesseur, le Procureur Luis Moreno Ocampo que nous remercions pour son action énergique au cours des années écoulées.
- Nous sommes enfin engagés dans le processus de renouvellement d'un tiers de la Cour elle-même en désignant six nouveaux juges qui devront bientôt s'intégrer dans le fonctionnement juridictionnel et exercer leur mission sur base des plus hautes exigences professionnelles.

Les mutations qui interviendront au cours de l'année à venir sont donc substantielles et définiront le visage de la Cour dans le moyen terme, exprimant de la sorte à la fois la nécessaire continuité et l'indispensable évolution qui doivent caractériser la vie d'une institution dynamique et active.

Si la désignation du personnel dirigeant revêt une dimension stratégique incontestable, il en est de même s'agissant de la composition et de la gestion d'un personnel compétent et motivé qui soutienne la Cour de manière efficace.

Plus généralement, il convient de doter la Cour de moyens suffisants pour exercer les missions multiples que nous, les Etats, lui avons données, le tout, bien entendu, dans le cadre d'une gestion prudente et parcimonieuse des fonds alloués. Il convient donc

d'éviter la pathologie des mandats démunis d'appropriations budgétaires adéquates qui afflige trop souvent les organisations internationales. Dans ce contexte, un rôle certain revient également aux contributions volontaires aux divers fonds constitués par la Cour : c'est ainsi que mon pays, le Luxembourg, a eu l'occasion de soutenir, au cours des dernières années, l'action de la Cour dans des domaines aussi divers que le soutien aux pays les moins avancés, l'assistance aux victimes des crimes, y compris des victimes de violences sexuelles, ou encore, pour l'avenir, l'appui à la réinstallation des témoins. Il conviendra enfin d'entamer les consultations nécessaires pour trouver des solutions pragmatiques pour la question du financement de la gestion des situations transférées par le Conseil de sécurité.

Ce rôle reconnu par le Conseil de sécurité ne peut-être interprété que comme un signe additionnel de l'autorité grandissante dont jouit la Cour, même au-delà du périmètre immédiat de ses Etats parties. En cela, la Cour apporte une contribution majeure à l'émergence d'une véritable culture de la lutte contre l'impunité à l'échelle globale, culture dont il faut espérer qu'elle produira également des effets préventifs grandissants à l'avenir.

Madame le Président,
Chers collègues,

Après avoir évoqué les deux premiers paramètres qui conditionnent l'exécution par la CPI de ses missions, à savoir le facteur humain et la disponibilité de moyens suffisants, permettez-moi d'évoquer le troisième terme de cette trilogie vertueuse, je veux parler de la volonté politique, facteur qui doit être à la base de notre engagement individuel et collectif en faveur des objectifs inscrits au Statut de Rome. Dans ce contexte, il faut tout d'abord se réjouir qu'avec la récente adhésion du Vanuatu, la famille de la CPI compte désormais 120 membres : ceci devrait constituer un fort encouragement pour nous tous, en ce compris bien évidemment les Etats observateurs qui accompagnent avec sympathie nos travaux, à redoubler d'efforts pour atteindre l'objectif de l'universalité.

Les événements de l'année écoulée, qu'il s'agisse du dossier libyen, de la Côte d'Ivoire et du récent transfert du Président Gbagbo à La Haye, ou encore de l'accomplissement de la phase judiciaire du premier procès conduit à la Cour, montrent à suffisance à quel point notre Cour s'est établie comme un facteur de plus en plus incontournable dans la vie internationale et, de ce fait, comme une source d'espoir dans l'effectivité de la justice pour des millions de victimes et les populations affectées. La commémoration du 10^e anniversaire de l'établissement de la CPI, l'année prochaine, sera l'occasion de procéder à un premier bilan approfondi sur son impact. L'année 2012 offrira également l'occasion de revisiter les objectifs stratégiques de la Cour à moyen terme.

Notre engagement politique en faveur de la Cour doit en particulier se traduire par une coopération sans faille et proactive, y compris en ce qui concerne l'exécution des mandats d'arrêt lancés par la Cour. Nous ne saurions nous soustraire à cette obligation légale, politique et morale de coopération loyale avec les organes de la CPI !

Il nous revient également de donner la pleine efficacité à nos engagements en transcrivant dans nos ordres juridiques internes les obligations internationales que nos Etats ont contractées. Dans ce contexte, je suis particulièrement heureux de pouvoir annoncer à cette tribune que, conformément à l'engagement pris par le Ministre des Affaires étrangères luxembourgeois lors de la Conférence de révision de Kampala, une législation nationale portant adaptation du droit interne luxembourgeois aux dispositions du Statut de Rome et ratification des amendements dits de Kampala a été soumise à notre Chambre des Députés et sera en toute probabilité adoptée au cours du premier semestre de l'année prochaine. Par ce biais également, le Luxembourg entend apporter sa contribution à l'œuvre collective qui nous réunit aujourd'hui !

Madame le Président,
Excellences,
Mesdames et Messieurs,

C'est avec enthousiasme et énergie, mais aussi avec fierté et conviction, que mon pays, le Luxembourg, continuera à s'associer avec les autres Etats parties, les instances de la Cour et les représentants de la société civile dans cet élan croissant dans la lutte contre l'impunité pour les crimes les plus graves qui caractérise notre temps !

Je vous remercie pour votre attention.

Madame President,
Mr Prosecutor,
Excellencies,
Ladies and Gentlemen,

It is institutions which confer its lasting and continuous character to human activity; it is them which allow gathering and concentrating energy around the objectives which we set ourselves. But it is the men and women who lead and manage these institutions which give them a human face, which spur a will; which in short constitute what in contemporary jargon one would call the operating system indispensable to the functioning of the institutions we have collectively created.

These last few days, we have been able to take a number of important decisions, which shall surely have a significant impact on the evolution of this institution, the efficient functioning of which is so important for all of us, the International Criminal Court:

- We have first of all witnessed the handover from H.E. Ambassador Christian Wenaweser, whose work accomplished at the head of our Assembly we salute with appreciation, to our new President, Ambassador Tiina Intelman, whose multiple talents are well known to us and to whom we wish good fortune in the exercise of her difficult mandate.
- We have then designated, by acclamation, the new Prosecutor of the ICC, Ms. Fatou Bensouda, who has shared with us her strong intention to exercise her mandate in full independence and objectivity and by bringing to the service of the Court her virtues of character and competencies. In this, she can build on the strong legacy built by her predecessor, Prosecutor Luis Moreno Ocampo, whom we thank for his energetic action over the last years.
- We have finally engaged in the process of renewing one third of the Court itself by designating six new judges, who shall soon take up their place in the jurisdictional functioning and fulfil their mission according to the highest professional standards.

The changes about to intervene during the next year are thus substantial and likely to define the face of the Court in the medium term, thereby expressing both the necessary continuity and the indispensable evolution which must characterise the life of a dynamic and active institution.

If the designation of the leadership has an evident strategic dimension, this is also the case for the selection and management of competent and motivated personnel, which is to support the Court in an effective manner.

In general, it is necessary to endow the Court with sufficient means for it to fulfil the multiple missions that we, the States, have conferred upon it, all of which naturally within the framework of a prudent and parsimonious use of the funds allocated. It is thus necessary to avoid the “pathology” of mandates lacking adequate budgetary appropriations, which so often afflicts international organisations. In this context, a clear role also falls to the voluntary contributions to the different Funds constituted by the Court: thus, my country, Luxembourg, has had the occasion to support the action of the Court over the last years in fields as diverse as the assistance to Least Developed Countries, aid to victims of crime, including victims of sexual violence, or, in the future, support to the resettlement of witnesses. Finally, there is a need to start at last the necessary consultations aimed at finding pragmatic solutions to the issue of financing the management of situations referred by the Security Council.

This role, recognised by the Security Council, can only be interpreted as a further sign of the growing authority of the Court, beyond the immediate realm of its State parties. By assuming this role, the Court takes the fight against impunity to a global scale; thus, we hope, yielding a culture that will produce growing deterring effects in the future.

Madame President,
Dear colleagues,

After having mentioned the first two parameters conditioning the fulfilment of the ICC’s missions, namely the human factor and the availability of sufficient funds, allow me to raise the third component of this virtuous trilogy: political will. This factor must be at the heart of our individual and collective commitment to the goals cast in the Rome Statute. In this context, we must first of all welcome the recent adhesion of Vanuatu, with which the ICC family grows to 120 members. This should constitute a powerful encouragement for all of us, including of course Observer States, who are accompanying our work with sympathy, to double our efforts in order to achieve the objective of universality.

The events of last year, be it the situations of Libya, of Côte d’Ivoire and the recent transfer of President Gbagbo to The Hague, or the completion of the judiciary phase of the first trial conducted by the Court, show sufficiently in how far our Court has established itself as a crucial factor in the international sphere and thus, as a source of hope in the effectiveness of justice for millions of victims and for affected communities. The commemoration of the 10th anniversary of the establishment of the Court next year will be the occasion to proceed to a first in-depth assessment of its impact. The year 2012 will also offer the occasion to revisit the medium-term strategic objectives of the Court.

Our political commitment to the Court must in particular be translated into a flawless and proactive cooperation, including as concerns the execution of the arrest warrants issued by the Court. We simply cannot fail to meet this legal, political and moral obligation that is loyal cooperation with the organs of the ICC.

It is also our responsibility as States Parties to give full effectiveness to our commitments by implementing in our domestic legal systems the international obligations which we have contracted. In this context, I am particularly pleased to be able to announce at this rostrum that, in accordance with the commitment expressed by the Luxembourg Minister of Foreign Affairs during the Kampala Review Conference, national draft legislation adapting Luxembourg's domestic law to the provisions of the Rome Statute as well as ratifying the Kampala Amendments has been submitted to our Parliament and will in all likelihood be adopted during the first semester of next year. In this way also, Luxembourg intends to contribute to the collective undertaking which brings us together today.

Madame President,
Excellencies,
Ladies and Gentlemen,

It is with enthusiasm and energy, but also with pride and conviction that my country, Luxembourg, shall continue to associate itself with the other States Parties, the organs of the Court and the representatives of civil society in the growing effort to fight impunity for the most serious crimes that characterizes our time.

I thank you for your attention.